L'ÉTINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Lundi 19 avril 2021
NOUVELLE ÉDITION DU 22 AVRIL

Travailleurs ou chômeurs :
CE N'EST PAS À NOUS DE PAYER LEUR CRISE !

Le mouvement des travailleurs de la culture s'étend et s'organise, des dizaines de lieux occupés se coordonnent, dans une vingtaine de villes. Ils appellent tous les secteurs à se mobiliser et à manifester le vendredi 23 avril prochain : « Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé… »

Les travailleurs de la culture en appellent à tous les autres !

« Une réouverture [des lieux culturels] sans droits sociaux, ça ne sert à rien » explique une occupante du théâtre de l'Odéon. L'objectif premier est bien de combattre la réforme de l'assurance chômage, dont les intermittents font partie des premières victimes, et d'en appeler à d'autres : à ceux qui se battent contre les fermetures de sites, les licenciements et suppressions de postes, contre les surcharges induites, bref contre les vraies raisons du chômage. À tous ceux n'ayant que des contrats précaires, dans le privé comme dans le public. À Clermont-Ferrand, par exemple, les occupants du théâtre ont reçu des infirmières et aides-soignantes de la CGT-Santé ; à Paris des occupants de l'Odéon étaient à la coordination à l'initiative des TUI (la multinationale du voyage et du tourisme), en lutte contre les suppressions d'emplois.

Contre cette réforme assassine de l'assurance chômage

Cette réforme de l'assurance chômage nous vise tous, chômeurs ou pas. À partir du 1er juillet, le gouvernement veut baisser les allocations tout en les répartissant sur plus de mois. Selon un rapport de l'Unédic, 840 000 personnes connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les premiers pénalisés.

Avec un tel gouvernement et les patrons qu'il représente, nous sommes tous des chômeurs ou des travailleurs précarisés en puissance.

Pas de souci pour les milliardaires

Le nombre des milliardaires en France passe de 39 à 42 et leur fortune a presque doublé cette année (malgré la crise !) pour monter à plus de 500 milliards d'euros. Entre-temps, le gouvernement multiplie les aides au très gros patronat à coups de *« plan de relance »*, comme ils disent : *« Quoi qu'il en coûte »*. Le Maire remet encore 100 milliards sur la table. Tout cela pour « restructurer » dans les entreprises, rentabiliser, ce qui implique prendre sur les services publics, réduire les postes de soignants en pleine pandémie et en supprimer chez les enseignants…

En 2020, plus de 360 000 emplois salariés ont déjà été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Et les groupes qui licencient sont ceux qui ont été les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres. Pendant que la charge de travail devient intenable, le nombre de chômeurs augmente.

Les intermittents ne seront pas seuls

Pourtant, des salariés des entreprises menacées se mobilisent, se montrent çà et là. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit désormais des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux de TUI tentent de se coordonner avec d'autres et se montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre les plateformes.

Le 23 avril, plus il y aura de secteurs représentés partout où c'est possible, plus ce sera une étape vers un déconfinement du « Tous ensemble », qui fera reculer patronat et gouvernement.

Manifestation à Paris, vendredi 23 avril, 14 heures, Place d'Italie

La foire aux invendus

La mascarade de vente des quartiers a été un vrai fiasco au plateau 11. Nous nous sommes rassemblés et des collègues ont protesté contre ce passage en force. La méthode Coué de la direction a fait flop : 15 quartiers lui sont restés sur les bras.

La direction impose tout mais fait semblant de nous donner le choix alors que c'est une régression pour tout le monde !

Le discours *« Tout va bien se passer »*, c'est bon pour la direction. Mais pour nous, les emplois et les jours de repos volés, les horaires chamboulés, rien n'est acceptable.

Les vacances, elles sont à nous !

Pendant deux semaines, la direction a essayé de refuser aux collègues de se mettre au chômage partiel pour s'occuper des enfants pendant la période scolaire.

Bien mal lui en pris : des collègues sont allés lui signifier que nos congés, c'est à nous de choisir quand les poser.

L'exploitation à outrance, ça te dis ?

Des collègues intérimaires (dont beaucoup de contrats se terminent le 15 mai) ont eu des propositions malhonnêtes : La Poste les renvoie vers ClefJob, un « groupement d'entreprises » dont fait partie La Poste, qui les embaucherait en CDI au smic. Pour un salaire de misère, il leur faudrait « rouler » sur plusieurs entreprises, sans possibilité de refuser des missions et sans prime de précarité. Pas d'heures supp non plus, les dépassements seraient annualisés.

Notre sort à tous est lié, contre l'accroissement de l'exploitation, une seule solution : faire front ensemble !

À bas le vol de nos salaires

Nous avons constaté ce mois-ci que la prime d'équipe a été réduite à peau de chagrin pour beaucoup d'entre nous. Il suffit d'avoir 12 jours d'absence maladie ou contact Covid les six derniers mois de l'année et c'est le zéro pointé.

L'arnaque des primes, ça permet à La Poste de nous diviser et surtout de masquer le fait que nos salaires n'augmentent pas.

Pas de prime et pas d'augmentation de salaire, il y a de quoi se mettre en colère.

Augmentez nos salaires

Dans deux arrondissements de Marseille, les facteurs ont fait grève et appelé leurs collègues des autres centres à venir les rejoindre à un rassemblement. Ils demandent que La Poste reconnaisse notre travail pendant l'épidémie et nous verse la prime Macron. Ce qui ne serait que justice.

L'État et la direction de La Poste ont fait de grand discours sur notre activité qui devait continuer, comme si de rien n'était, car « nécessaire à la nation ». Mais pas question de passer à la caisse.

Et si on s'y mettait tous ensemble pour réclamer l'augmentation de nos salaires ? Sans avoir à attendre après toutes ces primes que le patron peut amputer ou supprimer selon son bon vouloir.

Pas de licenciement pour Vincent !

La Poste cherche à licencier notre collègue Vincent Fournier, facteur dans les Yvelines et militant CGT. Après plusieurs procédures et mises à pied, elle continue sous de nouveaux prétextes. Elle lui reproche surtout de se battre aux côtés de ses collègues contre les suppressions d'emplois.

Comme en avait témoigné une vidéo, La Poste avait même appelé la police au printemps dernier pour l'évacuer d'un centre où il dénonçait l'absence de mesures contre le Covid.

Une manifestation est organisée

Samedi 24 avril, 10h30

Au départ de la gare de St-Quentin-en-Yvelines

Forçats de la livraison

À Nantes, depuis le 8 mars, les livreurs de repas mènent une lutte contre les conditions de travail imposées par les plateformes (Uber Eats, Deliveroo) et un arrêté municipal qui leur interdit de circuler en scooter dans le centre-ville.

Des centaines de familles se retrouvent dans des situations impossibles : les gains des livreurs sont tombés en dessous de 10 euros par jour. Une série d'actions – jours de grève, prises de paroles, démarches auprès des habitants et des restaurateurs – leur ont valu un soutien très visible. La mairie de « gauche » ne pensait pas qu'ils pouvaient s'organiser et trouver des alliés. Elle devrait se méfier, car c'est elle qui commet une « entrave au droit au travail » !

Mais le but affirmé entre collègues dans de nombreuses réunions est plus ambitieux : s'attaquer aux plateformes pour obtenir, comme en Italie, en Espagne et aux Pays-Bas, le statut de salariés.



Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.